

Juristische Fakultät
Wintersemester 2018/19

Einführung in das französische Recht und die zug. Rechtssprache
Clara Coursier, LL.M.

Qualifizierter Teilnahmechein Öffentliches Recht



UNIVERSITÄT
HEIDELBERG
ZUKUNFT
SEIT 1386

I°/ Traduire les textes suivants en allemand (10 points)

Les prochaines élections européennes auront lieu du 23 au 26 mai 2019 dans les 27 Etats membres de l'Union européenne. Pour la première fois de son histoire, depuis 1979, elles ne se tiendront pas au Royaume-Uni, qui devrait quitter l'Union européenne le 29 mars prochain. Ainsi, près de 350 millions d'électeurs seront appelés aux urnes pour élire 705 représentants au Parlement européen.

Les enjeux de ces élections sont multiples : la participation à ces élections – en baisse régulière depuis 1979 –, l'émergence des forces politiques dites populistes depuis ces cinq dernières années, avec leur discours ouvertement anti-européen, l'apparition de nouveaux acteurs politiques ou encore les menaces sur la sécurité de ces élections et les risques posés par la propagation de « fake news » seront au cœur du débat. [...]

Dans un contexte de défiance à l'égard des institutions, le Parlement européen conserve une image plutôt positive. Environ un tiers des Européens en ont une image positive contre seulement 12% qui en ont une négative. Pour une majorité, son image est neutre (43%). A noter que la France est le pays où les citoyens sont les moins nombreux à en avoir une image positive – seulement 20% des Français. Près de la moitié des Européens souhaitent cependant que le Parlement européen joue un rôle plus important à l'avenir. A cet égard, la campagne de 2019 doit être l'occasion d'un effort de communication et de pédagogie.

Source : N. Becuwe et E. Rivière, *Les modes de scrutin et les enjeux des élections européennes de mai 2019*, Fondation Robert Schuman, Question d'Europe n°494, 10 décembre 2018

II°/ Répondre aux questions suivantes en français (10 points)

Vos réponses peuvent être illustrées de schémas.

- 1- Donnez la définition du *droit administratif*. (2 points)
- 2- Qu'est-ce qu'une ordonnance en France ? Donnez un exemple. (2 points)
- 3- Quelles sont les fonctions principales du Conseil d'Etat ? (2 points)
- 4- A quoi correspond la « *question prioritaire de constitutionnalité* » en France ? (2 points)
- 5- Quelles sont les conditions d'éligibilité du Président de la République française ? (2 points)

Bonus : Quelle est la définition de la coutume en droit français ?